



Gaza : Israël refuse toute perspective politique palestinienne et menace de reprendre son génocide

## Description

*Alors qu'Israël menace de « reprendre » sa campagne génocidaire à Gaza pour imposer le désarmement, les factions palestiniennes dénoncent une instrumentalisation de l'aide humanitaire et exigent la perspective d'un État Palestinien dans les négociations.*

Par Jo Westphal pour l'Agence Média Palestine, le 5 mai 2026



---

À 7 bientôt sept mois de l'entrée en vigueur du « cessez-le-feu » soutenu par Donald Trump, quelles sont les avancées de l'auto-proclamé Conseil de la « paix » censé le mettre en œuvre ?

Mercredi dernier, le 29 avril 2026, le chef du « Comité national de gestion de la bande de Gaza » (NGAC) a annoncé l'accord initial d'Israël pour entrer à Gaza, présenté comme s'inscrivant dans un effort coordonné visant à mettre en place un nouveau cadre administratif à Gaza selon les termes de l'accord de « paix ».

Dans les faits, l'implémentation de l'accord est au point mort, et Israël menace de reprendre une guerre qu'il n'a en réalité jamais cessé.

### **Des négociations unilatérales**

Israël exige le désarmement du Hamas, affirmant que le refus de ce dernier représenterait en soi une violation du « cessez-le-feu ».

Ce n'est pourtant pas exactement ce que prévoyait l'accord : pour rappel, dans le cadre de la première phase de celui-ci, le Hamas a accepté de libérer tous les otages israéliens restants en échange de la libération de prisonniers palestiniens, du retrait des forces israéliennes jusqu'à la ligne jaune et de la cessation immédiate de toutes les opérations militaires.

Ensuite, Israël était censé faciliter l'entrée à Gaza d'une Force internationale de stabilisation (ISF) et du Comité national pour l'administration de Gaza (NCAG), d'au moins 600 camions d'aide humanitaire par jour, ainsi que de 200 000 tentes et 60 000 logements temporaires, des engagements qu'Israël n'a pas respectés.

Or les négociations en vue de la deuxième phase du cessez-le-feu, comprenant le désarmement du Hamas, y étaient conditionnées. Les négociations se sont poursuivies malgré tout, Israël prétendant ignorer ses propres violations et distordant le narratif pour imposer son exigence maximaliste : le désarmement total et immédiat du Hamas, comme condition aux négociations.

Au Caire, les médiateurs exercent une pression intense sur les factions palestiniennes pour qu'elles acceptent une nouvelle feuille de route, proposée par Nikolay Mladenov, le haut représentant du Conseil de paix soutenu par les États-Unis. Ce plan exige le désarmement complet du Hamas dans un délai de 281 jours, en cinq étapes et y subordonne l'aide humanitaire, la reconstruction et l'ouverture des points de passage vers Gaza.

Un plan qui diffère de la première mouture de l'accord de cessez-le-feu, et que de nombreux analystes perçoivent comme une tentative d'imposer la capitulation politique totale des groupes palestiniens, et de transformer le NGAC en un bras armé de la sécurité au service de l'occupant.

### **Israël récrite l'histoire en menaçant de reprendre son génocide**

En réponse, le Hamas a publié vendredi un communiqué accusant Israël de « prolonger la guerre d'extermination » par des violations quotidiennes de la trêve. L'ensemble des factions palestiniennes a rejeté le conditionnement de l'aide humanitaire au désarmement,

d'annonçant une instrumentalisation inacceptable.

Hier à Jérusalem, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a brusquement annulé une réunion du cabinet de sécurité, préférant se contenter de consultations en plus petit comité. Dans le même temps, un haut responsable de l'état-major de l'armée israélienne a déclaré à Channel 15 qu'une nouvelle vague de combats était presque inévitable, invoquant le refus du Hamas de rendre ses armes et le prétendu échec de la Force internationale de stabilisation, un organisme multinational déployé dans le cadre de la récente trêve pour superviser la sécurité et gérer la mise en œuvre du cessez-le-feu.

Une fois encore, le Hamas est accusé de refuser de négocier, quand [Middle East Eye](#) révèle qu'une proposition commune des factions palestiniennes aurait été présentée au Caire vendredi 1er mai, et rejetée par Israël et les États-Unis le lendemain. Celle-ci appelait ce que les négociations sur le désarmement du Hamas et d'autres groupes soient liées à l'octroi de droits politiques au peuple palestinien dans le cadre national, ainsi qu'à des engagements garantissant que la population de Gaza ne serait plus tuée.

La Résistance insiste sur le fait que le désarmement doit être lié à l'ambition de créer un État palestinien et de mettre définitivement fin à l'occupation, déclare l'analyste politique Wissam Afifa sur Al Jazeera, qui souligne que les États-Unis et Israël tentent de dissocier la question des armes de toute perspective politique.

## Quel cessez-le-feu ?

Alors que l'agression américano-israélienne contre l'Iran accapare l'attention des médias mondiaux et l'énergie diplomatique, l'enclave palestinienne assiégée est plus que jamais reléguée au second plan de l'agenda mondial, et Israël continue de faire de l'aide humanitaire un outil de chantage en refusant de garantir une voie diplomatique vers l'indépendance et la souveraineté palestiniennes.

Ces dernières semaines, un schéma de ciblage systématique des policiers-es de Gaza a été observé, schéma que le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) de Gaza qualifie de « *politique manifeste visant à saper l'autorité des forces de l'ordre et à créer d'illégalité un vide sécuritaire* », comme nous le rapportions dans [cet article](#).

Outre les bombes de l'armée israélienne, la police de Gaza, administrée par le Hamas, doit également affronter des gangs palestiniens, [armés par Israël](#) et opérant sous protection de l'armée israélienne dans les zones situées outre la ligne jaune, côté Israël.

Interrogé par l'Agence Média Palestine la semaine dernière, le journaliste de Gaza Rami Abou Jamous accusait Israël de vouloir « *provoquer un chaos sécuritaire à Gaza et de faire régner la loi de la jungle, la loi des grandes familles qui peuvent dominer dans le chaos.* »

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 octobre dernier, Israël a assassiné au moins 828 Palestiniens, continue de restreindre les livraisons d'aide humanitaire et les évacuations médicales, et repousse progressivement sa ligne jaune, faisant passer sa zone de contrôle de 53 à 59% de l'enclave. Des [violations de l'accord](#) que le bureau des médias de Gaza a recensé la semaine dernière au nombre de 2 400.

**date créée**

2026/05/05